



Internationale Socialiste des Femmes

L'INTERNATIONALE SOCIALISTE DES FEMMES

Réunion régionale
Niamey, Niger, 29 – 30 octobre 2019

La participation des femmes aux processus décisionnels - les défis pour un monde 50/50

DÉCLARATION

L'égalité du pouvoir et de l'influence entre les femmes et les hommes dans les processus décisionnels est cruciale pour atteindre une véritable égalité des sexes et la création de communautés et nations durables, paisibles et prospères sur tout le continent africain. Des progrès remarquables ont été réalisés dans certaines régions, les femmes étant maintenant au premier plan de la gouvernance locale et nationale. Mais on relève également des incidents profondément préoccupants de régression vers les pratiques oppressives au plan sexiste et il reste beaucoup à faire pour veiller à ce que les voix des femmes soient non seulement entendues mais aussi suivies d'effets. Il est urgent d'augmenter la participation des femmes à la prise de décisions pour garantir que les questions prioritaires y compris les droits humains des femmes et leur sécurité, leurs droits fonciers, la prestation d'éducation et de soins de santé reflètent les principes socio-démocrates de sociétés justes et équitables qui soutiennent et encouragent tous les citoyens.

Les défis auxquels les femmes continuent d'être confrontées dans un grand nombre de régions sont perpétués par des restrictions culturelles et juridiques déresponsabilisantes qui maintiennent les femmes marginalisées ou entièrement exclues de la prise de décisions. Ces situations existent en dépit du fait que les femmes constituent un grand pourcentage de la main d'œuvre agricole et sont les principales contributrices aux systèmes fondamentaux de soutien informel qui contribuent à des communautés paisibles et socialement saines.

La voix collective des femmes offre des perspectives dont les hommes ne sont pas nécessairement conscients et les femmes en milieu rural ont souvent des connaissances uniques sur des thèmes tels que l'impact du changement climatique sur l'agriculture et la disponibilité de sources d'eau propre. Le plein engagement des femmes dans la prise de décisions concernant l'environnement et le changement climatique pourrait littéralement contribuer à sauver des vies et à protéger notre planète. Trop souvent, les opinions, besoins et droits des femmes sont absents des normes culturelles, des cadres juridiques et des décisions de financement des gouvernements. L'impact de cette dépossession influence directement la durabilité des économies locales et nationales et contribue de manière significative à la fragilité de la paix.

Les femmes sont totalement capables d'assurer la démocratie paritaire et le partage égal du pouvoir entre les sexes, comme le montre l'exemple de pays tels que le Rwanda, qui a atteint le plus haut pourcentage de parlementaires féminines au monde¹. Le moment est venu que les femmes réclament la place qui leur est due dans la prise de décisions, en mobilisant les efforts en direction d'une participation et d'un engagement politiques égaux entre les sexes au plan local et national. La création d'objectifs concrets et mesurables tels que le nombre accru de femmes signataires des traités de paix et la présence de plus de femmes dans des postes clés au gouvernement sont deux manières de remettre en question et de mesurer les inégalités entre les sexes. Les initiatives qui encouragent les femmes à participer aux décisions politiques, telles que la prestation de soins à l'enfance pendant les sessions de prise de décisions sont également essentielles pour aider les femmes à devenir plus proactives au plan politique dans leurs communautés. Avec le soutien d'ONG locales contribuant à augmenter la confiance des femmes dans la vie politique, les femmes peuvent faire (et font) de l'égalité des sexes une réalité remarquablement rapidement et durablement.

Une autre approche précieuse consiste à engager les hommes et les garçons dans des dialogues qui remettent en question les opinions dépassées sur les rôles et la valeur des femmes, par exemple les programmes d'engagement des hommes de Women for Women International². Il est crucial que les hommes participent au débat sur l'égalité des sexes pour contribuer à créer la volonté culturelle de promouvoir et de soutenir le programme de l'égalité des sexes au profit de tous.

L'Agenda 2063 donne espoir ! Ses « aspirations reflètent le souhait d'une prospérité et d'un bien-être partagés, de l'unité et de l'intégration, pour un continent de citoyens libres et d'horizons élargis, où le plein potentiel des femmes et des jeunes, des garçons et des filles est réalisé, avec un affranchissement de la peur, de la maladie et du besoin. Personne ne sera laissé pour compte ou exclu sur la base du genre, de l'affiliation politique, de la religion, de l'affiliation ethnique, de la localité, de l'âge ou d'autres facteurs. La femme africaine sera entièrement responsabilisée dans toutes les sphères, avec des droits sociaux, politiques et économiques égaux, y compris le droit de posséder et d'hériter des biens, de signer des contrats, d'inscrire et de gérer des entreprises. Les femmes en milieu rural auront accès à des actifs productifs : terres, crédit, intrants et services financiers. L'Afrique en 2063 aura une égalité totale entre les sexes, les femmes occupant au moins 50 % des fonctions publiques à tous les niveaux, et la moitié des positions managériales dans le secteur public et le secteur privé »³

L'Internationale socialiste des Femmes (ISF) travaille avec les membres de l'Internationale Socialiste pour atteindre la parité politique d'ici 2021.

Les femmes, la gestion des conflits et les processus de paix et de sécurité

L'incidence de conflits dans le monde a spectaculairement augmenté, y compris sur le continent africain, rendant essentielle la nécessité de processus de gestion des conflits et de négociations de la paix compétents, sensibles et engagés, pour obtenir une paix durable pour tous les citoyens dans le monde. Dix-neuf ans se sont maintenant écoulés depuis la présentation de l'historique Résolution 1325 du Conseil de l'ONU (2000) qui soulignait la nécessité urgente d'approches sensibles à la dimension du genre pour les processus de maintien de la paix et de sécurité et l'importance de la participation des femmes aux négociations de paix. Cependant, au cours des deux dernières décennies, les femmes ont été fortement sous-représentées et dans la plupart des cas entièrement absentes dans les processus de paix, représentant seulement 2 pour cent des médiateurs, 8 pour cent des négociateurs et 5 pour cent des témoins et signataires des accords de paix⁴. Même s'il existe des exceptions notables, la vaste majorité des négociations de paix en Afrique se déroule exclusivement entre hommes et la vaste majorité des accords ne comporte pas un langage ou des dispositions sensibles à la dimension du genre⁵.

La participation des femmes est un besoin urgent, car la recherche suggère fortement que l'inclusion des femmes dans les négociations de paix améliore énormément la durabilité et la qualité de la paix⁵. Des périodes de paix plus longues permettent aux communautés de se rétablir et de se reconstruire, ce qui contribue à leur durabilité. Les accords de paix maintenus en place par une oppression brutale ne seront jamais durables, alors que des accords de plus haute qualité qui s'appuient sur la coopération mutuelle et l'inclusion ont de bien meilleures chances de réussir durablement.

Il est crucial de mentionner ici que de nombreuses femmes qui participent aux processus de maintien de la paix peuvent être confrontées à la discrimination et que celles qui travaillent sur le terrain peuvent subir des violences physiques et sexuelles. De meilleures mesures doivent être mises

en place pour protéger les femmes lorsqu'elles participent activement aux processus de maintien de la paix.

Les dommages subis par les communautés touchées par les conflits sont poignants, et les femmes et les enfants supportent le plus lourd fardeau de souffrance, de violence et d'abus, à la fois pendant et après les conflits. Il est urgent que les processus de paix incluent automatiquement les femmes afin d'exploiter les compétences uniques et la diversité de perspectives et de solutions qu'elles peuvent offrir. Il est crucial que les femmes soient présentes et influentes afin d'insister pour que les besoins uniques des femmes et des filles soient spécifiquement traités.

Souvent, dans les zones de conflit, les structures gouvernementales traditionnelles sont gravement fracturées, ce qui rend la cohésion des groupes potentiellement isolés extrêmement importante. Dans les situations où les hommes sont absents de leurs communautés, il ne reste que les femmes pour négocier la paix, mais elles sont tenues à l'écart, ce qui représente une perte immense pour toutes les parties prenantes. La reconnaissance formelle de la valeur des dirigeantes communautaires locales est une première étape essentielle pour construire la crédibilité et le respect nécessaires afin de veiller à ce que les femmes soient des participantes actives et influentes à la gestion des conflits et aux processus de négociation de la paix. C'est seulement si l'on insiste pour que les femmes deviennent des partenaires décisionnels automatiques des hommes, que ce soit par temps de paix ou pendant les conflits, que l'on pourra réaliser entièrement l'influence positive des femmes.

Au plan historique dans le monde, les balbutiements de la création de l'égalité entre les sexes dans la prise de décisions politiques ont pris la forme d'alliances informelles de femmes qui gagnent en confiance et en influence jusqu'à devenir des forces puissantes que l'on ne peut plus ignorer. C'est pour cette raison que la continuation du travail commun dans la solidarité, avec le soutien de partenaires tels que l'Internationale socialiste des Femmes, est une base essentielle pour mettre fin à la partialité sexiste en faveur des hommes qui prennent seuls les décisions qui affectent la sécurité et le bien-être des femmes.

Les femmes et la gestion des terres

Les droits fonciers des femmes sont un élément essentiel pour créer l'égalité entre les sexes car ils touchent directement les droits humains et l'autonomisation économique d'une femme. Dans certaines régions d'Afrique, jusqu'à 60 pour cent des femmes sont employées dans l'agriculture et dépendent donc des terres pour leurs moyens d'existence, alors que pratiquement 80 pour cent des droits fonciers et de propriété sont discriminatoires envers les femmes⁶, les laissant extrêmement vulnérables à la pauvreté et aux souffrances. Même lorsque la loi autorise la transmission de la propriété aux femmes, les traditions culturelles patriarcales signifient que les femmes peuvent être obligées en pratique de remettre leurs terres à un conjoint ou parent de sexe masculin. Ces pratiques oppressives au plan sexiste minent les droits humains des femmes et renforcent l'idéologie répressive au sein des communautés et nations comme quoi les femmes sont moins précieuses et capables que les hommes.

On relève sans aucun doute des signes de changement positif, avec des campagnes telles que Stand For Her Land⁶ et l'Initiative sur les politiques foncières de l'Union Africaine qui encouragent le développement de la propriété des terres par les femmes et la défense des droits fonciers des femmes. Ce sont des initiatives extrêmement importantes capables de fournir des cadres de changement que les femmes et les ONG locales peuvent renforcer pour encourager des

changements dans leur région qui amélioreront énormément leur vie quotidienne et leurs perspectives d'avenir.

L'un des problèmes les plus urgents est la modification de la législation concernant les droits d'héritage, fonciers et de propriété des terres pour permettre aux femmes d'hériter, de posséder et de travailler sur les terres indépendamment et en leur nom propre. Sans cette première étape, il est bien plus difficile de remettre en question et de faire évoluer les attitudes culturelles vis-à-vis des femmes propriétaires et gestionnaires de terres. L'Internationale socialiste des Femmes affirme qu'en augmentant le nombre de femmes occupant des postes politiques décisionnels on contribuera à faire en sorte que les droits des femmes en général restent prioritaires dans les ordres du jour gouvernementaux. Ces femmes ont montré à maintes reprises qu'elles créent alors un puissant élan pour le changement au niveau de l'égalité entre les sexes.

En plus des droits fonciers égaux entre les sexes, les femmes ont également besoin d'urgence d'une formation et d'une éducation qui leur permettront de savoir exactement quels sont leurs droits et comment les appliquer. Les femmes doivent également être entièrement équipées des compétences et connaissances nécessaires pour gérer efficacement leurs terres et vendre leurs produits indépendamment, sur un pied d'égalité avec les hommes. Des initiatives telles que la fourniture d'une formation en techniques agricoles, d'une formation financière et marketing pour leur permettre de gérer efficacement leurs entreprises et de semences et financements pour démarrer les activités sont essentielles pour aider les femmes à réaliser leur potentiel en tant que soutiens de leur famille et que femmes d'affaires à part entière.

Bâtir la solidarité entre les femmes locales, créer des réseaux et des partenariats pour partager les connaissances et les ressources sont les bases essentielles pour développer la confiance et les capacités des femmes et augmenter leur influence au sein de leurs communautés. La mise en commun des ressources, par exemple en créant des coopératives regroupant les agricultrices de plus petite envergure, peut également être utile, notamment pour partager le transport vers les marchés ou accéder à un téléphone mobile et à Internet.

En travaillant solidairement pour dépasser les pratiques dépassées et injustes, les femmes peuvent transformer leur vie et créer un avenir où la véritable égalité entre les sexes sera entièrement acceptée, à leur profit et à celui de leurs familles et communautés.

L'Internationale socialiste des Femmes (ISF) demande à tous les dirigeants, gouvernements, partis membres de l'Internationale Socialiste et ONG partageant des valeurs centrales avec l'ISF, de prendre des mesures urgentes pour traiter les pratiques et la législation témoignant d'une oppression sexiste sur tout le continent africain, un accent particulier étant mis sur la création de la parité des sexes dans la reconnaissance et la participation active des dirigeantes à tous les processus et décisions politiques, y compris dans le maintien de la paix et les dialogues et traités de négociation de la paix.

L'ISF demande aux gouvernements de modifier la législation et les pratiques foncières et de propriété des terres afin d'autoriser les femmes avoir des droits d'héritage, de propriété et fonciers égaux à ceux des hommes.

L'ISF demande une action urgente pour :

Incorporer des quotas par sexe dans les règles locales et nationales de nomination des candidats aux postes dirigeants et promouvoir l'égalité des sexes dans toutes les activités et campagnes politiques.

Modifier les textes constitutionnels et procéduraux pour inclure et promouvoir l'inclusion des femmes dans les processus décisionnels au niveau local et national sur toutes les questions touchant leurs communautés et moyens d'existence, une importance particulière étant accordée aux initiatives de gestion des conflits, de maintien de la paix et de sécurité.

Appliquer des objectifs mesurables qui encouragent la responsabilité des changements afin de promouvoir une plus grande égalité des sexes dans tous les processus décisionnels tels que des tableaux locaux et nationaux détaillant les effectifs et pourcentages de femmes parmi les décideurs.

Encourager la solidarité entre les femmes locales et les ONG de femmes afin d'augmenter la participation des femmes aux décisions locales et nationales dans le but de réaliser la « démocratie paritaire » au plan local et national d'ici 2030.

Réviser la législation et les pratiques d'héritage et de propriété des terres et foncières afin de soutenir une évolution culturelle qui encourage les femmes et les autorise à devenir propriétaires de leurs terres en théorie et en pratique.

Soutenir et fournir un financement aux partenariats, alliances et coopératives pour partager les ressources et encourager les initiatives de formation et d'éducation qui aident les femmes à comprendre leurs droits fonciers et les équipent pour gérer efficacement leurs terres et vendre rentablement leurs produits.

-
1. Les femmes dans les parlements nationaux - <http://archive.ipu.org/wmn-e/classif.htm>
 2. Women for Women International - Programmes d'engagement des hommes
<https://www.womenforwomen.org.uk/what-we-do/issues/mens-engagement>
 3. Agenda 2063, The Africa we want : <https://www.un.org/en/africa/osaa/pdf/au/agenda2063.pdf>
 4. UN Women <https://www.unwomen.org/en/what-we-do/peace-and-security/facts-and-figures> and The African Centre for Democracy and Human Rights Studies - Women's Participation in Promoting Peace & Security in Africa (Tableau 1) - <https://www.acdhrs.org/2018/07/women-participation/>
 5. Women's Participation in Peace Processes - <https://www.cfr.org/interactive/womens-participation-in-peace-processes>
 6. Stand For Her Land – Women's Land Rights in Africa - <https://stand4herland.org/resource/wlr-in-africa-infographic/>